

1945-46



## COMMISSION DE RELATIONS OUVRIERES DE LA PROVINCE DE QUEBEC

## LABOUR RELATIONS BOARD OF THE PROVINCE OF QUEBEC

JUGE EUDORE HOIVIN,  
PRESIDENT.PIERRE-A. GOSSELIN,  
MEMBRE.BRUNAY BRAIS,  
MEMBRE.286, RUE ST-JOSEPH,  
QUEBEC.4 EST, RUE NOTRE-DAME  
MONTREAL.

QUEBEC, le 16 octobre 1945.

LETTRE REÇUE

Monsieur Gérard Tremblay, sous-ministre,  
Ministère du Travail,  
Hôtel du Gouvernement,  
QUEBEC.

OCT 18 1945

BUREAU DU  
SOUS-MINISTRE  
DU TRAVAILRE: Dominion Textile Company, Ltd.,  
et  
Textile Printer's Association.

Monsieur le Sous-ministre,

J'accuse réception de votre lettre du 15 courant avec laquelle vous nous faisiez parvenir, pour notre information, copie d'un amendement à la convention collective de travail intervenue entre les parties ci-dessus mentionnées, laquelle est déposée à vos archives sous le numéro 198-A et est enregistrée à nos bureaux sous le numéro 445.

Croyez, monsieur le sous-ministre, à l'expression de mes meilleurs sentiments.

Le secrétaire,

BUREAU DU SOUS-MINISTRE

Préparer référence à:

Apporter dossier		
Préparer	réquisition	
	arrêté ministériel	
	projet de réponse	
	avis de publication	
Attester réception		
M'en causer		
Faire le nécessaire		
Me téléphoner		
Classifier		
	copies	

P.-E. Bernier, LL.L.,  
/sg

45-46  
1.46

COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM

1 rue DE LA COURONNE  
QUÉBEC

CORRESPONDANCE  
ENTRE SERVICES

Québec, le 17 octobre 1945.

LETTRE REÇUE

OCT 18 1945

BUREAU DU  
SOUS-MINISTRE  
DU TRAVAIL

Monsieur Gérard Tremblay,  
Sous-ministre du Travail,  
Parlement,  
Québec.

Cher monsieur,

J'accuse réception de la vôtre du  
15 courant accompagnée de trois copies d'une conven-  
tion collective de travail intervenue entre "Dominion  
Textile Company Limited" et Textile Printer's Associa-  
tion.

Je mets cette affaire à l'étude et vous  
soumettrai le rapport de la Commission dans le plus bref  
délai possible.

Croyez, cher monsieur, à l'expression  
de mes bons sentiments.

Le secrétaire général,

BUREAU DU SOUS-MINISTRE	
Préparer référence à:	
.....	
Apporter dossier	
Préparer	régistration
	arrêté ministériel
	projet de réponse
	avis de publication
Attester réception	
M'en occuper	
Faire l'indispensable	
M'en téléphoner	
Classifier	J.-Emile Simard
copies	/EL

45-46  
S.46

QUEBEC, le 15 octobre 1945.

Monsieur J.-E. Simard, secrétaire-général,  
Commission du Salaire minimum,  
286, rue Saint-Joseph,  
QUEBEC.

Monsieur,

Je vous transmets, sous pli, pour étude et considération, triple copie d'une convention collective de travail intervenue en vertu de la Loi des Syndicats professionnels entre "Dominion Textile Company Limited" et Textile Printer's Association.

Les intéressés sont avisés que le dépôt de cette convention est conditionnel aux rapports que nous recevrons de votre commission et du Conseil régional du travail à ce sujet.

Je vous dirai, pour votre information, que ce contrat syndical a été déposé à nos archives le 11 octobre 1945, sous le numéro 198-A.

Sincèrement à vous,

Le sous-ministre du Travail,

Gérard Tremblay  
IF

QUEBEC, le 15 octobre 1945.

Monsieur P.-E. Bernier, secrétaire,  
Commission de Relations ouvrières,  
256, rue Saint-Joseph,  
QUEBEC.

Monsieur,

Je vous transmets, sous pli, à titre de  
renseignement, copie d'un amendement à la conven-  
tion collective de travail intervenue en vertu de  
la Loi des Syndicats professionnels entre "Dominion  
Textile Company Limited" et Textile Printer's Asso-  
ciation; ce contrat syndical a été déposé à nos ar-  
chives le 11 octobre 1945, sous le numéro 193-A.

Sincèrement à vous,

Le sous-ministre du Travail,

Gérard Tremblay  
IF

QUEBEC, le 15 octobre 1945.

Monsieur J.-H. Lebrun, administrateur délégué,  
Conseil régional de Travail,  
13, rue d'Aiguillon,  
QUEBEC.

Monsieur,

Je vous transmets, sous pli, pour étude et considération, copie d'un amendement à la convention collective de travail intervenue en vertu de la Loi des Syndicats professionnels entre "Dominion Textile Company Limited Magog" et Textile Printer's Association.

Les intéressés sont avisés que le dépôt de cette convention est conditionnel aux rapports que nous recevrons de votre organisme et du la Commission du Salaire minimum à ce sujet.

Je vous dirai, pour votre information, que ce contrat syndical a été déposé à nos archives le 11 octobre 1945, sous le numéro 193-A.

Sincèrement à vous,

Le sous-ministre du Travail,

Gérard Tremblay  
IF

QUEBEC, le 15 octobre 1945.

Monsieur Grover P. Dustin, président,  
Textile Printers Association,  
MACOO,  
Qué.

Monsieur,

Nous vous incluons un certificat constatant le dépôt fait à notre ministère le 11 octobre 1945, sous le numéro 198-A, d'un amendement à la convention collective passée entre "Dominion Textile Company Limited" et Textile Printer's Association.

Nous vous rappelons qu'au terme de l'article 18 de la Loi de Relations ouvrières (S.R.Q., 1941, c. 162-A), cet amendement pour obtenir effet, doit être déposé à la Commission de relations ouvrières de la Province de Québec, 286, rue Saint-Joseph, Québec.

Nous vous faisons remarquer qu'en vertu de l'arrêté fédéral C.P. 9584, pour appliquer l'échelle de salaire que contient l'amendement déposé, il vous faudra, s'il comporte une hausse de salaire, obtenir l'approbation du Conseil régional du travail en temps de guerre.

Nous soumettons cet amendement à la Commission du Salaire minimum qui nous fera connaître s'il comporte des conditions de travail moins avantageuses que celles de ses ordonnances.

Croyez, Monsieur, à l'expression de nos meilleurs sentiments.

Le sous-ministre du Travail,

Gérard Tremblay  
IF

QUEBEC, le 15 octobre 1945.

Monsieur Ernest Sewell,  
Dominion Textile Company Limited,  
MAGOG,  
Qué.

Monsieur,

Nous vous incluons un certificat constatant le dépôt fait à notre ministère le 11 octobre 1945, sous le numéro 198-A, d'un amendement à la convention collective passée entre "Dominion Textile Company Limited, Magog" et Textile Printer's Association.

Nous vous rappelons qu'au terme de l'article 19 de la Loi de Relations ouvrières (S.R.Q., 1941, c. 162-A), cet amendement pour obtenir effet, doit être déposé à la Commission de relations ouvrières de la Province de Québec, 286, rue Saint-Joseph, Québec.

Nous vous faisons remarquer qu'en vertu de l'arrêté fédéral C.P. 9384 pour appliquer l'échelle de salaire que contient l'amendement déposé, il vous faudra s'il comporte une hausse de salaire, obtenir l'approbation du Conseil régional du travail en temps de guerre.

Nous soumettons cet amendement à la Commission du Salaire minimum qui nous fera connaître s'il comporte des conditions de travail moins avantageuses que celles de ses ordonnances.

Croyez, Monsieur, à l'expression de nos meilleurs sentiments.

Le sous-ministre du Travail,

Gérard Tremblay  
IF



MINISTÈRE DU TRAVAIL

PROVINCE DE QUÉBEC

LOI DES SYNDICATS PROFESSIONNELS  
(S.R.Q., 1941, ch. 162)

Numéro 198-A

Certificat de dépôt d'amendement à une convention collective

Les présentes établissent que le onzième  
jour du mois d'octobre mil neuf cent quarante-cinq  
le ministre du Travail a reçu de "Dominion Textile  
Company Limited  
la modification de convention ci-après, laquelle a été  
déposée sous le numéro 198-A savoir:  
Un amendement en date du 9 octobre 1945 passé entre  
"Dominion Textile Company Limited" Mageg, et "Textile  
Printers' Association.

Donné en l'hôtel du gouvernement, en la cité de  
Québec, ce quinzième jour du mois d'octobre  
mil neuf cent quarante-cinq.

Le sous-ministre

LETTRE RE...

OCT 11 1945

*7 copies*

# Dominion Textile Company Limited

Head Office  
700 Victoria Square  
Montreal, Canada

BUREAU DU  
SOUS-MINISTRE  
DU TRAVAIL

SALES OFFICES  
TORONTO 73 RICHMOND ST. WEST  
HAMILTON 192 ROBERT STREET  
WINNIPEG 358 DONALD ST.  
EDMONTON 6TH FLOOR REVILLON BLDG.  
VANCOUVER 403 CORDOVA ST. WEST

Minister of Labour,  
Province of Quebec,  
Quebec.

CABLE ADDRESS  
"SHUTTLE MONTREAL"  
CODE BENTLEY'S  
TELEPHONE LANCASTER 9121

Magog, Quebec,  
October 9th, 1945.

*M 198A*

Attention:- Mr. J.O'Connell-Maher

Dear Sir:

With further reference to your letter dated July 16th, 1945 in respect to the clarification of Clause 13 of the Collective Labour Agreement signed May 4th, 1945 between Dominion Textile Company Limited, Magog, and Textile Printers' Association, we submit herewith for your approval revised wording of this clause which is acceptable to both signatories of this agreement.

Clause 13 (Revised)

Special Wage Agreement

"Any employee (Printer or Printer's Apprentice) required by the Company to work temporarily at the back of a print machine, shall be entitled to receive, for such time as he so works at the back of the Print Machine, the same rate of pay that he otherwise received as a Printer or a Printer's Apprentice."

We shall be pleased if you will submit this to the Minimum Wage Commission for their consideration and if satisfactory, your confirmation in our course will be appreciated.

Sincerely yours,

*J. O'Connell-Maher*  
Manager-Magog Print Works.

AEJ/AW

DOMINION TEXTILE COMPANY LIMITED

HEAD OFFICE

710 VICTORIA SQUARE  
MONTREAL

Magog, Quebec,  
October 9th, 1945.

Minister of Labour,  
Province of Quebec,  
QUEBEC.

Attention:- Mr. J. O'Connell-Maher

Dear Sir:

With further reference to your letter dated July 16th, 1945 in respect to the clarification of Clause 13 of the Collective Labour Agreement signed May 2nd, 1945 between Dominion Textile Company Limited, Magog and Textile Printers' Association, we submit herewith for your approval revised wording of this clause which is acceptable to both signatories of this agreement.

Clause 13 (Revised)

Special Wage Agreement

"Any employee (Printer or Printer's Apprentice) required by the Company to work temporarily at the back of a print machine, shall be entitled to receive, for such time as he so works at the back of the Print Machine, the same rate of pay that he otherwise received as a Printer or a Printer's Apprentice."

We shall be pleased if you will submit this to the Minimum Wage Commission for their consideration and if satisfactory, your confirmation in due course will be appreciated.

Sincerely yours,

Sewell

Manager-Magog Print Works.

45-46  
D-46

QUEBEC, le 16 juillet 1945.

Monsieur Grover P. Dustin, président,  
Textile Printers Association,  
MAGOG, Qué..

Cher monsieur,

Je vous transmets sous pli, copie conforme de la résolution adoptée par la Commission du Salaire Minimum, à l'égard du contrat syndical intervenu en vertu de la Loi des Syndicats professionnels entre Dominion Textile Co. (Magog) et Textile Printers Association.

A une exception près, la Commission considère ce contrat syndical avantageux, par rapport aux ordonnances. Nous présumons que les parties contractantes voudront bien retoucher la clause 15, afin de ne pas infirmer la légalité du dépôt. Aussitôt que nous aurons l'assentiment du Conseil régional du Travail, nous vous le ferons savoir.

Sincèrement à vous,

Le Sous-Ministre adjoint du Travail,

J.O'Connell-Maher

8

QUEBEC, le 16 juillet 1945.

Monsieur Ernest Sewell,  
Dominion Textile Company, Limited,  
MAGOG, Qué..

Cher monsieur,

Je vous transmets sous pli, copie conforme de la résolution adoptée par la Commission du Salaire Minimum, à l'égard du contrat syndical intervenu en vertu de la Loi des Syndicats professionnels entre Dominion Textile Co. (Magog) et Textile Printers Association.

A une exception près, la Commission considère ce contrat syndical avantageux, par rapport aux ordonnances. Nous présumons que les parties contractantes voudront bien retoucher la clause 15, afin de ne pas infirmer la légalité du dépôt. Aussitôt que nous aurons l'assentiment du Conseil régional du Travail, nous vous le ferons savoir.

Sincèrement à vous,

Le Sous-Ministre adjoint du Travail,

J.O'Connell-Maher  
6

QUEBEC, le 16 juillet 1945.

Monsieur J.-Esile Simard,  
Commission du Salaire Minimum,  
1, rue de la Couronne,  
QUEBEC, Qué..

Cher monsieur,

J'ai bien reçu votre lettre du 7 juillet,  
qu'accompagnent copies conformes de la résolution adoptée  
par la Commission du Salaire Minimum, à l'égard du contrat  
syndical intervenu entre Dominion Textile Co. (Magog) et  
Textile Printers Association.

Nous notons la décision de la Commission et  
nous en faisons part aux parties contractantes.

Sincèrement à vous,

Le Sous-Ministre adjoint du Travail,

J.O'Connell-Maher  
6

COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM

1 rue DE LA COURONNE

QUÉBEC

CORRESPONDANCE  
ENTRE SERVICES

45-46  
A-46

le 6 juillet 1945.

Monsieur Gérard Tremblay, sous-ministre,  
Ministère du Travail,  
Hôtel du Gouvernement,  
Québec.

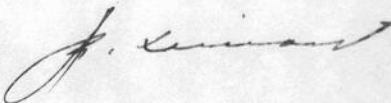
Cher Monsieur,

Nous vous transmettons, sous ce  
pli, copie conforme de la décision récente de la Commis-  
sion, au sujet du contrat syndical entre:

Dominion Textile Co. Ltd. (Magog) et Textile Printers Association.

Veuillez agréer, cher monsieur,  
l'expression de nos meilleurs sentiments.

Le secrétaire-général,



J.E. Simard,  
gl



COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM

MINIMUM WAGE COMMISSION

1. RUE DE LA COURONNE  
QUÉBEC

Résolution

La Commission du salaire minimum a  
adopté le 26 juin 1945, la résolu-  
tion suivante:

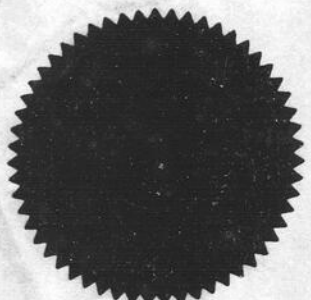
---

Constat syndical entre Dominion Textile Co. Ltd (Magog)  
et Textile Printers Association: La Commission est d'opinion  
qu'en considérant l'ensemble des conditions établies par ce  
contrat daté du 4 mai 1945, il n'y a pas lieu d'adopter la  
résolution prévue au paragraphe "d" de la Loi du salaire  
minimum (S.R.Q., 1941, c. 164).

La Commission recommande que les parties précisent la  
clause 13 pour qu'elle ne s'applique qu'aux imprimeurs et  
apprentis agissant temporairement comme aides.

Copie conforme.

Le secrétaire général,



GL



COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM  
MINIMUM WAGE COMMISSION  
1, RUE DE LA COURONNE  
QUÉBEC

Résolution

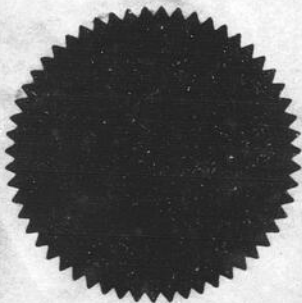
La Commission du salaire minimum a  
adopté le 26 juin 1945, la résolu-  
tion suivante:

Conflit syndical entre Dominion Textile Co. Ltd (Magog)  
et Textile Printers Association: La Commission est d'opinion  
qu'en considérant l'ensemble des conditions établies par ce  
contrat daté du 4 mai 1945, il n'y a pas lieu d'adopter la  
résolution prévue au paragraphe "d" de la Loi du salaire  
minimum (S.R.Q., 1941, c. 164).

La Commission recommande que les parties précisent la  
clause 15 pour qu'elle ne s'applique qu'aux imprimeurs et  
apprentis agissant temporairement comme aides.

Copie conforme.

Le secrétaire général,



GL



45.46  
S.46

COMMISSION DE RELATIONS OUVRIERES DE LA PROVINCE DE QUEBEC.

LABOUR RELATIONS BOARD OF THE PROVINCE OF QUEBEC

JUGE EUDORE BOIVIN,  
PRESIDENT.

PIERRE-A. GOSSELIN,  
MEMBRE.

BRUNAY BRAIS,  
MEMBRE.

286, RUE ST-JOSEPH,  
QUEBEC.

4 EST, RUE NOTRE-DAME,  
MONTREAL.

LETTRE RECUE

QUEBEC, le 7 juin 1945.

JUN 8 1945  
BUREAU DU  
SOUS-MINISTRE  
DU TRAVAIL

Monsieur Gérard Tremblay, sous-ministre,  
Ministère du Travail,  
Hôtel du Gouvernement,  
QUEBEC,  
P.Q.

RE:-Dominion Textile Co. Ltd, MAGOG,  
&  
Synd. Cath. des Ouv. du Textile Inc.

Monsieur le sous-ministre,

J'accuse réception de votre lettre du 5 juin, accompagnée d'une copie de convention collective de travail intervenue entre Dominion Textile Company, Limited" et la "Textile Printers Association"; déposée à vos archives sous le numéro 198 et à nos bureaux sous le numéro 272.

Votre tout dévoué,

Le sec.-adjoint,

*L. Massicotte.*

<b>BUREAU DU SOUS-MINISTRE</b>	
Préparer référence à:	
Apporter dossier	
Préparer	résolution
	arrêts ministériels
	projet de réponse
	avis de publication
Attester réception	
M'en causer	
Faire le nécessaire	
Me téléphoner	
Classifier	
copies	

L. Massicotte, L.L.L,

S. 46

Québec, le 5 juin 1945.

Monsieur F.-E. Bernier, secrétaire,  
Commission de Relations ouvrières,  
286, rue Saint-Joseph,  
Québec.

Monsieur le secrétaire,

Je vous transmets, sous pli, à titre de renseignement, copie d'une convention collective de travail intervenue en vertu de la Loi des Syndicats professionnels entre la "Dominion Textile Company, Limited" et la "Textile Printers Association"; ce contrat syndical a été déposé à nos archives le vingt-cinquième jour du mois de mai 1945, sous le numéro 196.

Sincèrement à vous,

Le sous-ministre du Travail,

Gérard Tremblay  
G.

Québec, le 5 juin 1945.

Monsieur J.-B. Germain, administrateur délégué,  
Conseil régional du Travail,  
13, rue d'Aiguillon,  
Québec.

Cher monsieur,

Je vous transmits, sous pli, pour étude et considération, copie d'une convention collective de travail intervenue en vertu de la Loi des Syndicats professionnels entre la "Dominion Textile Company, Limited" et la "Textile Printers' Association".

Les intéressés sont avisés que le dépôt de cette convention est conditionnel aux rapports que nous recevrons de votre organisme et de la Commission du Salaire minimum à ce sujet.

Je vous dirai, pour votre information, que ce contrat syndical a été déposé à nos archives le 25 mai 1945, sous le numéro 198.

Sincèrement à vous,

Le sous-ministre du Travail,

Gérard Tremblay  
G.



Québec, le 5 juin 1945.

Monsieur J.-E. Sinaud, secrétaire général,  
Commission du Salaire minimum,  
1, rue de la Couronne,  
Québec.

Cher monsieur,

Je vous transmets, sous pli, pour étude et considération, triple copie d'une convention collective de travail intervenue en vertu de la Loi des Syndicats professionnels entre la "Dominion Textile Company, Limited" et la "Textile Printers' Association".

Les intéressés sont avisés que le dépôt de cette convention est conditionnel aux rapports que nous recevrons de votre commission et du Conseil régional du travail à ce sujet.

Je vous dirai, pour votre information, que ce contrat syndical a été déposé à nos archives le vingt-cinquième jour du mois de mai 1945, sous le numéro 198.

Sincèrement à vous,

Le sous-ministre du Travail,

Gérard Tremblay  
G.

Québec, le 5 juin 1945.

Monsieur Ernest Sewell,  
Dominion Textile Company, Limited,  
Magog.

Cher monsieur,

Nous vous incluons un certificat constatant le dépôt fait à notre ministère le 25 mai 1945, sous le numéro 198, d'une convention collective passée entre "Textile Printers Association" et la "Dominion Textile Company, Limited".

Nous vous rappelons qu'aux termes des articles 18 et 19 de la Loi de relations ouvrières (S.R.Q., 1941, c. 162-A), cette convention pour obtenir effet, doit être déposée à la Commission de relations ouvrières de la province de Québec, 286, rue St-Joseph, Québec, et que de plus, si l'association ouvrière n'est pas déjà reconnue par telle commission, l'entente syndicale sera considérée comme non avenue même au cours de son existence si un autre groupement d'employés devient l'agence de négociation officielle.

Nous vous faisons remarquer qu'en vertu de l'arrêté fédéral C.P. 9384, pour appliquer l'échelle de salaire que contient la convention déposée, il vous faudra, si elle comporte une hausse de salaire, obtenir l'approbation du Conseil régional du travail en temps de guerre.

Nous soumettons cette convention à la Commission du salaire minimum qui nous fera connaître si elle comporte des conditions de travail aussi avantageuses que celles de ses ordonnances.

Croyez, cher Monsieur, à l'expression de nos meilleurs sentiments.

Le sous-ministre du Travail,

Gérard Tremblay  
G.

Québec, le 5 juin 1945.

Monsieur Grover P. Dustin, président,  
Textile Printers Association,  
Magog.

Cher monsieur,

Nous vous incluons un certificat constatant le dépôt fait à notre ministère le 25 mai 1945, sous le numéro 190, d'une convention collective passée entre "Textile Printers Association" et la "Dominion Textile Company, Limited".

Nous vous rappelons qu'aux termes des articles 18 et 19 de la Loi de relations ouvrières (S.R.Q., 1941, c. 162-A), cette convention pour obtenir effet, doit être déposée à la Commission de relations ouvrières de la province de Québec, 236, rue St-Joseph, Québec, et que de plus, si l'association ouvrière n'est pas déjà reconnue par telle Commission, l'entente syndicale sera considérée comme non avenue même au cours de son existence si un autre groupement d'employés devient l'agence de négociation officielle.

Nous vous faisons remarquer qu'en vertu de l'arrêté fédéral C.P. 9384, pour appliquer l'échelle de salaire que contient la convention déposée, il vous faudra, si elle comporte une hausse de salaire, obtenir l'approbation du Conseil régional du travail en temps de guerre.

Nous soumettons cette convention à la Commission du salaire minimum qui nous fera connaître si elle comporte des conditions de travail aussi avantageuses que celles de ses ordonnances.

Croyez, cher monsieur, à l'expression de mes meilleurs sentiments.

Le sous-ministre du Travail,

Gérard Tremblay  
G.



MINISTÈRE DU TRAVAIL  
HÔTEL DU GOUVERNEMENT  
QUÉBEC

LOI DES SYNDICATS PROFESSIONNELS  
(S.R.Q., 1941, ch.162)

Numéro 136

Certificat de dépôt d'une convention collective

Les présentes établissent que le vingt-cinquième  
jour du mois de mai mil neuf cent quarante-cinq  
le ministre du Travail a reçu de "Textile Printers' Association"  
tion"

la convention ci-après, laquelle a été déposée sous le numéro 136 savoir:

Une convention en date du 4 mai 1945 passée entre la  
"Dominion Textile Company, Limited" et la "Textile Printers  
Association"

Donné en l'hôtel du gouvernement, en la cité de  
Québec, ce cinquième jour du mois de  
juin mil neuf cent quarante-cinq.

(Sceau)

Le sous-ministre,

*Enc. 4-1-44*

Magog, Quebec,  
May 23rd, 1945.

The Minister of Labour,  
Province of Quebec,  
Parliament Building,  
Quebec, City, Quebec.

**LETTRE REÇUE**

MAI 25 1945

**BUREAU DU  
SOUS-MINISTRE  
DU TRAVAIL**

Dear Sir:

We enclose herewith a copy of the revised  
Collective Labour Agreement and ratification between  
Dominion Textile Co., Limited and the Textile Printers'  
Association, signed on May 4th, 1945.

Clause 22 states that we shall deposit this  
Agreement with the Minister of Labour of the Province  
of Quebec, in accordance with the provisions of the  
Professional Syndicates' Act, and ask you to forward  
to the Association satisfactory evidence of the foregoing.

Yours truly,

President of the Textile  
Printers' Association.

*G. Ross P. D. [Signature]*

/DM

COLLECTIVE LABOUR AGREEMENT made in duplicate at Magog,  
Quebec this FOURTH day of MAY A.D. 1945.

BETWEEN

DOMINION TEXTILE COMPANY LIMITED, a body politic and corporate having a place of business in the Town of Magog, Quebec hereinacting and represented by ERNEST SEWELL the Manager of its Magog Print Works duly authorized for the purposes hereof as he hereby declares hereinafter called the Company,

PARTY OF THE FIRST PART.

AND

TEXTILE PRINTERS ASSOCIATION, a Professional Syndicate duly incorporated under the Professional Syndicates Act of the Province of Quebec, being composed of employees engaged by the Company at its Magog Print Works and known as Printers and Printers' Apprentices and hereinacting and represented by GROVER P. DUSTIN, the President. of the said Association and MANLEY STYAN, the Secretary of the said Association duly authorized for the purposes hereof as they hereby declare, hereinafter called the Association.

PARTY OF THE SECOND PART.

WHEREAS certain employees of the Company employed as Printers and Printers' Apprentices in the Magog Print Works of the Company have formed an Association known as the Textile Printers Association; and have caused themselves to be incorporated as a Professional Syndicate under the Professional Syndicates Act of the Province of Quebec, and

WHEREAS the said Association claim that more than 60% of all the employees engaged by the Company in the said Magog Print Works as Printers and Printers' Apprentices belong to the Association; and

WHEREAS the Company is satisfied that the claims of the Association with regard to its membership are correct and is prepared to recognize the Association as the Collective Representatives of the said Printers and Printers' Apprentices employed by the Company at its Magog Print Works and to negotiate with them as Collective Labour Agreement.

NOW THEREFORE THIS AGREEMENT WITNESSETH AS FOLLOWS:

1.

The Company hereby recognizes the Association as the Collective Representative for all the Printers and Printers' Apprentices employed by the Company at its Magog Print Works.

2.

APPLICATION OF AGREEMENT

This Agreement shall apply only to those employees engaged by the Company as Printers and Printers' Apprentices in its Magog Print Works as at the date hereof or at any time during the term of this Agreement but not to any other employees of the Company. The word "Employees" wherever used in this Agreement shall mean only Printers and Printers' Apprentices employed in the said Magog Print Works.

3.

HOURS OF WORK

All Employees affected by this Agreement shall be on a fifty hour a week basis divided into five days per week of ten hours each. All hours worked over 48 hours in any one week shall be overtime.

4.

CONDITIONS OF WORK

The conditions of work shall be those existing for the said Employees at the Magog Print Works as at the date hereof subject to any change or modification thereto as may be mutually agreed upon between the parties hereto during the term of this Agreement.

5.

WAGES FOR APRENTICES.

The hourly rate of wages for Printers' Apprentices shall be the following:

- First year of apprenticeship ---- 55 cents per hour
- Second year of apprenticeship --- 60 cents per hour
- Third year of apprenticeship ---- 65 cents per hour
- Fourth year of apprenticeship --- 70 cents per hour
- Fifth year of apprenticeship ---- 75 cents per hour
- Sixth year of apprenticeship ---- 85 cents per hour
- Seventh year of apprenticeship -- 95 cents per hour

6.

APPRENTICESHIP

For apprentices the first year shall be completed one year from the date that such apprentice began work as an apprentice provided that such apprentice shall have worked at least 2,000 hours in this year as an apprentice. If an apprentice has worked less than 2,000 hours in such year his first year of apprenticeship shall only be deemed to have been completed upon the day that he completes 2,000 hours of work as an apprentice. All subsequent years of apprenticeship shall be calculated on the same basis.

The number of Printers' Apprentices shall at no time exceed the proportion of one Printers' Apprentice to seven Printers and the Association shall at all times be consulted by the Company regarding the take-on or lay-off of Printers' Apprentices.

It is agreed upon between the Company and the Association that Printers' Apprentices now serving in His Majesty's Forces shall upon returning to work be paid the hourly rate they would have been entitled to as apprentices had they not been out on leave of absence. It is also understood that these Apprentices will have to complete a full seven years apprenticeship before they will be entitled to full journeyman privileges.

For the purpose of paragraph (2) of this clause those apprentices who would normally have completed their term of seven years apprenticeship had they not been out on leave of absence, will be classed as Printers with the exception that they will not receive full journeyman privileges until actual completion of the apprenticeship term required by this contract.

7. WAGES FOR PRINTERS

All Printers after the completion of the seventh year of apprenticeship shall be paid not less than \$1.05 per hour and not more than \$1.35 per hour. Within the said range the Company shall alone have the right to determine the hourly rate of wages paid to Printers.

8. NIGHT PREMIUM

The Company undertakes to pay to the said Employees an amount equivalent to 5% over the rates hereinabove referred to for night work. Night work to be determined in accordance with Ordinance No. 8 Article 25.

9. OVERTIME PREMIUM

The Company undertakes to pay all Employees time and one-half of the regular rate paid to such Employees for all hours worked in excess of forty-eight hours in any one week.

10. PAYMENT FOR TIME LOST BY PRINTERS

If the Company for any reason other than that caused by a strike or labour trouble is, in any week, unable to provide forty-eight hours of work for Printers the Company agrees that all Printers (that is those Printers who have completed seven full years of apprenticeship) shall be paid 50% of their regular hourly rate of wages for each hour so lost in any one week not to exceed in any event forty-

eight hours in any week. Nothing in this clause shall prevent the Company from terminating the employment of any Printer and any Printer whose employment is so terminated shall not from the date of the termination of his employment be entitled to the payment of the said 50%. The purpose of this Clause 10 is to provide the said 50% payment for those Printers of the Company who remain in the employment of the Company and for whom the Company is not able in any week to provide full time employment.

11. PAYMENT FOR TIME LOST BY PRINTERS AND AP-  
PRENTICES BY REASON OF STRIKES AND LABOUR  
TROUBLES

If the failure of the Company to provide work is caused by a strike or labour trouble which is not caused by or participated in, in any way, by the Association or any member thereof and if all members of the Association are prepared and willing to work during the said strike or labour trouble if the Company requires them to do so and if they offer their services for work, then the Company agrees to pay each Printer and Printers' Apprentice 50% of the hourly rate to which such Printer or Printers' Apprentice is entitled during all the period of the said strike or labour trouble for all hours during which he is so prevented from working, not to exceed, in any event, 48 hours in any week.

12. BONUSES

The parties agree that the payment of any yearly bonus, if any, by the Company to Employees shall be alone determined in the entire discretion of the Company at the appropriate time.

13. SPECIAL WAGE AGREEMENT

Any Employee required by the Company to work at the back of a Print Machine shall be entitled to receive the same rate of pay that he would otherwise receive as a Printer or an Apprentice unless such change is of a permanent nature in which event the Company shall set a new hourly rate of pay for any such Printer or Apprentice.

14. VACATIONS

Each Printer shall be entitled to one week's vacation each year after such Printer has worked for the Company for at least one full year. Such vacations must be taken at the the time indicated by the Company in the months of July to October inclusively. Each such Printer will be entitled to receive and the Company hereby agrees to pay to each such Printer who is entitled to one week's vacation as aforesaid, for a total period of forty-eight hours, 100% of the normal wage

- 5 -

rate per hour which such Printer was earning immediately prior to the commencement of his vacation. If at any time during the term of this Agreement the Company should grant a week's vacation with pay to all other persons employed at the Magog Print Works, then the terms of this Paragraph 14 shall no longer be applicable and each Printer shall thereafter be entitled to receive his vacation under the terms of the Agreement made by the Company in respect of all other persons employed by the Company at the Magog Print Works.

15. SENIOR EMPLOYEES

Any Printer who has worked twenty years as a Printer with the Company and who by reason of age, ill health or other incapacity is unable to continue to operate a Print Machine efficiently in the opinion of the Company shall have the following options:

- (a) He may accept a pension if the Company is prepared to pension him: or
- (b) He may accept any other occupation with the Company for which the Company is willing to engage him consistent with his state of health and his ability and for any such other occupation he shall be entitled to be paid at the standard wage rate for such other occupation but he shall no longer be entitled to any of the benefits provided under this Agreement.
- (c) Pensions will be paid only when service with the Company is completely terminated and will then be based on the earnings of the last ten years service as a printer.

16. GRIEVANCES AND COMPLAINTS

For the purpose of regulating all grievances and complaints there shall be a Committee composed of six persons. The President and the Secretary of the Association and two other members shall represent the Employees on the Committee and the Company at any time and from time to time shall name two persons to represent the Company on the Committee. This Committee shall deal with all complaints made by any printer or apprentice with respect to wages, working conditions or otherwise. Nothing in this clause shall affect the Company's right to dismiss any employee at any time.

17.

REDUCTION OF STAFF

If the Company should at any time find it necessary to reduce the number of Printers and/or Apprentices by reason of the inability of the Company to provide sufficient permanent work for all the Printers and/or Apprentices then engaged or for any other reason, the Company undertakes to refer the matter to the Committee referred to in Clause 16 of this Agreement and to consider the recommendation made by the said Committee before reducing the said number.

18.

TERMINATION OF AGREEMENT

This Agreement shall terminate one year from the date that it bears but it shall be automatically renewed for a further period of one year upon failure by one of the parties to give a written notice of termination to the other party within a delay which shall not be more than sixty days nor less than thirty days prior to its date of expiry and it shall again be automatically renewed for a further period of one year upon failure by one of the parties to give a notice of termination to the other party within a delay which shall not be more than sixty days nor less than thirty days prior to its date of further expiry. This Agreement, if renewed, under the foregoing provisions, shall in any event, terminate and expire three years from the date that it bears.

19.

RECOGNITION OF ASSOCIATION BY LABOUR  
RELATIONS BOARD

The Association undertakes as soon as possible by petition in writing to the Labour Relations Board of the Province of Quebec to obtain recognition of the Association as the Collective Representative of the said Employees and shall file as soon as possible with the Company a copy of the certificate issued by the said Labour Relations Board so recognizing it. The Company undertakes to assist the Association insofar as it is legally possible to do so in obtaining such recognition. The Association further undertakes and agrees to comply fully with all the terms and provisions of the Labour Relations Act of the Province of Quebec.

20.

EXTENSION OF AGREEMENT.

It is a condition of this Agreement that it shall apply only to the Employees mentioned herein and the Association undertakes to take no steps to have or to attempt to have this Agreement extended under the provisions of the Collective Agreement Act of the Province of Quebec except with the prior written consent of the Company. Any attempt to so extend it shall render it null, void and inoperative immediately.

21.

Any notice required to be given under this Agreement shall be given in writing and in the case of the Company shall be delivered personally to the Manager of the Magog Print Works at Magog and a copy of it shall be sent by registered mail to the Company, 710 Victoria Square, Montreal, Quebec, addressed to the attention of the appropriate Department at the Head Office of the Company and in the case of the Association shall be addressed to Textile Printers Association, Magog Print Works, Magog, Quebec, Attention the President. The date of the mailing shall be presumed to be the date of the giving of the notice.

22.

RATIFICATION

The Association undertakes to submit this Agreement to its members and to have it ratified by such members and to deposit a duplicate of this Agreement with the Minister of Labour of the Province of Quebec in accordance with the provisions of the Professional Syndicates Act and to furnish to the Company satisfactory evidence of the foregoing, the whole within one month of the date hereof falling which this Agreement shall at the option of the Company become null and void upon the Company giving two weeks notice in writing to the Association.

23.

DECLARATION BY ASSOCIATION

The Association hereby declares that notice authorizing the incorporation of the Association was published in the Quebec Official Gazette on the 15th day of January 1944 and has been deposited in the office of the Superior Court for the District of St. Francis at Sherbrooke, Quebec in accordance with law.

IN WITNESS WHEREOF THE PARTIES HAVE SIGNED at the place and on the day, month and year hereinabove written.

DOMINION TEXTILE COMPANY LIMITED

Per: *Ernest Sewell*  
Manager of Magog Print Works

In the presence of:

*Grover P. Dustin*

*Manley Styan*

TEXTILE PRINTERS ASSOCIATION

Per: *Grover P. Dustin*  
President

Per: *Manley Styan*  
Secretary.

COLLECTIVE LABOUR AGREEMENT

BETWEEN

Dominion Textile Company Limited

AND

Textile Printers' Association

RATIFICATION - Clause 22.

We, the undersigned agree to all conditions contained in the above agreement and hereby signify our acceptance of same.

<u>NAME</u>		<u>SIGNATURE</u>
Dustin	G.P.	<i>G. P. Dustin</i>
Bellingham	W.	<i>W. Bellingham</i>
Styan	M.	<i>M. Styan</i>
Boucher	A.	<i>A. Boucher</i>
Whittier	W.	<i>W. Whittier</i>
Holt	C.	<i>C. Holt</i>
Moffat	R.	<i>R. Moffat</i>
Nicholl	H.	<i>Harry Nicholl</i>
Lowther	E.	<i>E. Lowther</i>
Raymond	L.	<i>Louis Raymond</i>
Fields	E.	<i>Ernest W. Fields</i>
Bombardier	T.	<i>Theodore D. Bombardier</i>
Couture	W.	<i>Wilfrid Couture</i>
Langevin	H.	<i>Henri Langevin</i>

COLLECTIVE LABOUR AGREEMENT

RATIFICATION - Clause 22.

<u>NAME</u>		<u>SIGNATURE</u>
Sandell	A.	Albert E. Sandell
Gaudreau	E.	Edgar Gaudreau
Rogers	G.	G. Rogers
St. Martin	S.	S. St. Martin
Gaudreau	R.	Reginald Gaudreau
Juby	G.	George Juby
Broadbent	H.	H. Broadbent
Rouleau	A.	A. Rouleau